



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-11933>

Département(s) de publication : 60

Annonce n° 24-11933

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Communauté de Communes du Pays Noyonnais

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 24600075600162

Ville : NOYON

Code postal : 60400

Groupement de commandes : Oui

Nom du coordinateur du groupement : Coordonnateur: Cc du Pays Noyonnais

Département(s) de publication : 60

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1412534>

Identifiant interne de la consultation : 23001SEVGRPT

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Le service de la Commande Publique

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :** - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Tout document permettant de prouver la capacité technique et professionnelle du candidat (à titre d'exemple, références, effectifs, organigramme, certification ...) Copie du diplôme relatif au centre régional de formation professionnelle d'avocats (Crfpa)

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 01/03/2024 à 10:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Acheteur(s) habilité(s) à passer les bons de commande

Critères d'attribution : énoncé dans le Rc

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Prestations de conseil et d'assistance juridiques et fiscales

Code CPV principal - Descripteur principal : 79111000

Type de marché : Services

Description succincte du marché : Consultation lancée par un groupement de commandes. L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Le contrat est susceptible d'être reconduit dans les conditions du cahier des charges. Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires. -Prestations de conseil juridique a) Consultation succincte b) Consultation approfondie -Prestations d'assistance juridique -Participation à des réunions

Lieu principal d'exécution du marché : CCPN -Ville 60400 - NOYON

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot** : 01 : Droit Public général et notamment droit administratif général, droit de la responsabilité administrative, droit de la délégation de service public, droit électoral, police administrative, droit de la décentralisation et de l'intercommunalité, droit de la. Droit Public général et notamment droit administratif général, droit de la responsabilité administrative, droit de la délégation de service public, droit électoral, police administrative, droit de la décentralisation et de l'intercommunalité...Le montant estimé correspond au montant maximum sur les 4 ans

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 85000 euros

Lieu d'exécution du lot : 60400 NOYON

- **Description du lot** : 02 : Droit de la Fonction Publique et protection fonctionnelle. Droit de la Fonction Publique et protection fonctionnelle Le montant estimé correspond au montant maximum sur les 4 ans

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 85000 euros

Lieu d'exécution du lot : 60400 NOYON

- **Description du lot : 03** : Droit de l'Aménagement, droit de l'Urbanisme, droit de l'Immobilier et droit de l'Environnement. Droit de l'Aménagement, droit de l'Urbanisme, droit de l'Immobilier et droit de l'Environnement Le montant estimé correspond au montant maximum sur les 4 ans

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 79140000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 40000 euros

Lieu d'exécution du lot : 60400 NOYON

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Accord cadre avec maximum financier de 210 000 euro(s) HT sur les 4 ans (incluant les 3 lots) L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat. Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans. Le tribunal territorialement compétent est : Tribunal administratif d'Amiens 14 Rue Lemerchier CS 81114 80011 AMIENS CEDEX 01 Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Voies et délais des recours dont dispose le candidat : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). - Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/01/2024